

DJENDEL (AÏN DEFLA)

# «Nous ne prenons plus le risque de consommer l'eau de robinet»

**C'est ce que nous ont déclaré les habitants de la commune de Djendel, chef-lieu de daïra de l'est de la wilaya de Aïn Defla, à laquelle sont rattachées les communes de Birbouche et de Oued Chorfa où se situe le plus grand et le plus ancien barrage de la wilaya.**

Selon leur déclaration, l'eau distribuée à la population est certes limpide, incolore et inodore mais est chargée de nitrates et serait la cause d'atteintes tumorales de plus en plus nombreuses dont sont victimes des personnes de tous âges.

Selon les explications qui nous ont été fournies, la commune de Djendel possède 3 forages, celui de Barkat, Kaouana et celui situé sur la route qui mène à Aïn Lechiah, des forages installés non loin du Chélif qui est devenu beaucoup

plus une sorte d'égout pour toutes les agglomérations qui se trouvent sur ses 2 rives qu'un fleuve propre à l'irrigation ou à la consommation de l'eau qui pourrait y être puisée.

On ajoute comme autre explication, que la région de Djendel est une région à haute vocation agricole et, de ce fait, l'emploi et l'usage inconsidéré et abusif des engrais nitrates s'accumule depuis des décennies dans les sols et finit par contaminer les nappes aquifères. On note aussi que cet usage qui avait déjà commencé

chez les colons et qui n'a fait que s'accroître depuis le recouvrement de l'indépendance et encore jusqu'à nos jours, a certes permis d'augmenter les rendements agricoles mais a fini aussi, le revers de la médaille, par se retourner contre la santé humaine et animale, empoisonnant ainsi toute la chaîne alimentaire.

Pour faire face à ce danger insidieux, les habitants, ceux qui ont les moyens, s'approvisionnent en eau potable à la multitude de sources telles celles de Driat (à l'est), Tixeraïne (au nord), Ouameri (la commune limitrophe de la wilaya de Médéa), de Aïn Lechiah ou encore à celle de la localité de Amoura.

Toujours selon nos sources,

les services de l'hydraulique sont pointés du doigt dans la mesure où les résultats des analyses des prélèvements émanent des laboratoires même de cet organisme mais ne sont jamais comparés à des résultats d'analyses qui auraient pu être effectuées par d'autres laboratoires.

Ainsi dit-on, les Services de l'hydraulique deviennent à la fois juge et partie. Pourtant, cette très haute teneur en nitrates des eaux puisées dans les nappes aquifères a été attestée par un travail de recherche effectué par un ingénieur dont le mémoire est déposé à la bibliothèque de l'Université de Khemis Miliana depuis des années. Un travail jugé remarquable par les spécialistes et qui a porté sur des pré-

vements effectués non seulement dans la région de Djendel, mais aussi dans le périmètre de El Amra, El Abadia, Aïn Bouyahia, et autre M'khatia. Cette étude n'a fait que confirmer les dires de certains habitants de la commune de Djendel qui parlent d'une teneur en nitrates des eaux distribuées de 50 fois supérieure à la norme établie par l'OMS.

Toujours selon nos sources, plusieurs solutions existent pour mettre à l'abri les populations de ces régions. Primo rationaliser de manière scientifique l'emploi des nitrates et des pesticides, secundo, installer des filtres pour retenir les nitrates au niveau des réservoirs d'eau et tertio, pour la commune de Djendel, réaliser une conduite d'amenée d'eau à partir du barrage de Ghirb avec installation d'une unité de traitement au niveau de l'ouvrage.

Cependant ces solutions se heurtent à des contraintes. Pour la rationalisation de l'usage des engrais et des pesticides, il s'agit d'un travail de longue haleine et dont l'effet ne serait pas immédiat parce que les sols sont saturés de ce poison, à tel point que les nappes sont déjà contaminées. L'installation des filtres coûterait quelque 500 millions de centimes. La réalisation de la conduite à partir du barrage, comme cela a été fait pour Rouina et Sidi Ahmed Bentaiba coûterait aussi des dizaines de milliards au moins, voire des centaines. Cependant, la santé des populations a-t-elle un prix ?

Mais avec ces temps de disette... ! Est-ce possible à court terme ? Pas si sûr !

Karim O.

## Un vent de tempête souffle sur la Direction de la formation professionnelle

**Le secteur de la formation professionnelle a eu souvent maille à partir avec le Syndicat d'entreprise et les différentes sections syndicales. Des pressions sont exercées par la Direction sur les responsables de ces sections sous forme de harcèlements de mesures disciplinaires jugées comme étant arbitraires telles que des ponctions sur salaires pour des absences dûment justifiées, indique une source syndicale.**

Le malaise qui sévit a poussé les travailleurs à tenir un sit-in devant le siège de la Direction le 16 juin dernier et à décider d'un débrayage le 13 décembre. Cependant pour des considérations externes, la grève a été suspendue sans pour cela qu'elle soit annulée et est donc toujours à l'ordre du jour.

Il s'en est suivi l'envoi par le ministère de tutelle d'une commission d'enquête qui a procédé à la suspension des directeurs des CFPA de Rouina et Miliana (Ali-Amar).

Il y a eu aussi le cas des pressions et des contraintes subies par le représentant syndi-

cal de la section du CFPA El Khechab de Aïn Defla. On indique que ce fonctionnaire a bénéficié d'une promotion régulière dans son corps et d'un stage de formation d'une année à Alger. Ce stage de perfectionnement lui a permis de devenir PSEP (professeur spécialisé de l'enseignement professionnel). Cependant toujours selon des sources concordantes, c'est le directeur de l'établissement qui serait derrière le fait que le dossier de régularisation soit bloqué au niveau du contrôle financier, le privant ainsi de ses droits légaux.

Ces turbulences enregistrées dans le secteur ont fini par interpellier les hauts responsables du ministère qui a fini par se pencher de manière plus approfondie sur la situation qui prévaut et a décidé d'envoyer une commission pour un audit circonstancié et précis sur le fonctionnement pédagogique, matériel et financier du secteur.

Pour ce faire, la nouvelle commission d'enquête est à pied d'œuvre depuis une semaine déjà.

Cette commission est composée de 18 membres et placée sous la responsabilité de M<sup>me</sup> Agab, inspectrice au niveau cen-

tral du ministère. On a appris que les 17 établissements ainsi que les établissements de formation privés ont reçu la visite de membres de cette commission, à la suite de quoi une réunion a eu lieu sous l'autorité de M<sup>me</sup> Agab, regroupant les inspecteurs du secteur et du secrétaire général du syndicat d'entreprise.

Cette première réunion a été suivie d'une autre tenue le vendredi 22 janvier dans la matinée, toujours présidée par l'inspectrice générale, tous les directeurs des 17 CFPA ont assisté. Si le syndicat souhaite qu'il soit mis fin à sa marginalisation et que cesse le harcèlement des syndicalistes par l'administration du secteur, selon des indiscrétions, il a été constaté que de nombreux projets sont à l'arrêt dont principalement le projet de construction de 160 logements de fonction au niveau de différents centres, non lancé depuis 2006, sans compter d'autres grands travaux au niveau des CFPA de Miliana, Aïn-Beniane, El Attaf et de Boumedfaâ.

L'audit, indique-t-on, sera soumis au ministère qui aura à statuer sur les mesures à prendre pour assainir la situation.

K. O.

### MILA

## Quand on n'a rien à offrir

**A Mila, les choses semblent figées si elles ne sont pas en dégradation continue, malgré la volonté affichée par certains responsables, ici et là, alors que beaucoup d'autres ne sont là que par accident de parcours (coopération, coup de pouce et autres méthodes abracadabrantes pour y arriver et y s'installer), d'ailleurs, la règle est connue de tous.**

Des responsables dont l'incompétence est avérée, y compris dans leurs secteurs de prédilection, car n'ayant aucune vision claire de gestion, encore moins un engagement personnel et responsable, significatif d'intentions de bien faire, rien absolument rien !

Beaucoup de secteurs évoluent sans encadrement consé-

quent ou, encore plus grave, sont sous la coupe de responsables sans étoffes, d'où cette bureaucratie étouffante et cette gabegie administrative que subit, de plein fouet, le citoyen/administré mais... jusqu'à quand ? Même la wilaya, cette entité administrative chargée, en principe, de coordonner, superviser et orienter, évolue à Mila dans ce même contexte de

sous-encadrement et de politique de colmatage des brèches.

Un wali, quel qu'il soit, est-il en mesure de mener à lui seul cette barque appelée «wilaya» et la mener à bon port ? La réponse est évidemment connue de tous, d'où ce questionnement sur le devenir de cette louable initiative, initiée par le chef de l'exécutif de wilaya, dénommée CoVi-Mil (Comité de gestion de la ville de Mila) qui, quatre mois après son enclenchement, semble faire du «sur place», si ce n'est le contraire, on n'a qu'à voir l'état actuel de la ville pour se rendre à l'évidence !

Une anecdote pour résumer l'évolution de la situation, le

tableau électronique d'information, placé sur la façade de la mairie de Mila, ne cesse de donner cette information en boucle et jusqu'à ce jour (22 janvier 2016), faisant état de la tenue d'un colloque national sur la vie et l'œuvre du Président défunt Houari Boumediène, à l'occasion du 37<sup>e</sup> anniversaire de sa disparition et sous l'égide de Son Excellence le président de la République, sous le thème «La diplomatie sous le Président défunt Houari Boumediène», et ce, du 25 au 29 décembre 2015. Rien que ça ! Mais, c'est à méditer !

A. M'haïmoud

**SIDI-BEL-ABBÈS /**  
**DEUX KG DE KIF,**  
**DES PSYCHOTROPES**  
**ET DES BOISSONS**  
**ALCOOLISÉES SAISIS**

## Deux personnes écroûées

A la fin de la semaine écoulée, la Sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès est parvenue suite à des informations, à arrêter deux personnes mêlées dans le trafic de stup, de kif et de boissons alcoolisées.

Après leur interpellation et la perquisition de leurs domiciles sis «Filaje Rih», les policiers ont saisi chez l'un deux 2 kg de kif traité et 200 comprimés psychotropes de marque Artane et chez l'autre 310 bouteilles de boissons alcoolisées.

Les deux mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès qui les a écroûés.

A. M.